



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 02 septembre 2018 N° 447 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire



Ça bouge dans la petite mare aux crocodiles !

- [Sommaire au verso](#)

sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire : Ça se bouscule dans la petite mare aux crocodiles

Pages 3

-Côte d'Ivoire : la «croissance économique», c'est pour les riches

Page 5

Au Mali comme ailleurs, le véritable changement ne peut pas sortir des urnes...

Pages 7

Sénégal : les présidents changent, la folie des grandeurs demeure

Page 8

Tchad : le bras de fer entre le dictateur Deby et les fonctionnaires en grève continue

Pages 10

Ethiopie-Erythrée : combien de temps dureront les rapports de bon voisinage...

Pages 12

Madagascar : cynique et arrogant, le président veut remplir

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

p.2

Côte d'Ivoire

ÇA SE BOUSCULE DANS LA PETITE MARE AUX CROCODILES !

Les crocodiles, petits et grands commencent à se positionner en vue des échéances électorales qui se profilent à l'horizon. Plus près de nous, il y a les élections régionales et municipales. Suivront en 2020, celles des présidentielles.

Ouattara, dans son actuelle position dominante, tente de phagocyter son ex-allié le PdcI au sein d'un parti « Rhdp unifié ». Les Kablan Dunkan, Patrick Achi et autre Ahoussou Kouadio, membres du PdcI et actuellement à la mangeoire par la grâce de Ouattara, tentent de jouer aux équilibristes pour préserver en même temps leur « mangerement » futur au sein du PdcI.

Du coup, Konan Bédié, voyant le nouveau jeu de Ouattara, son allié et « frère » de la veille, a lui aussi entrepris avec son parti le PdcI la même démarche. Il sonde du côté de Soro Guillaume qui occupe le poste de vice-président au sein du Rdr, le parti de Ouattara, mais qui joue en même temps sa propre carte pour ne pas se faire avaler par les crocodiles de l'entourage de Ouattara, dont Amadou Gon Coulibaly et Hamed Bakayoko.

En même temps, le PdcI tente une approche avec le Fpi d'Affi N'Guessan. Le Fpi étant actuellement divisé entre le clan Affi N'Guessan et celui d'Abou Dramane Sangaré, plus proche de Laurent Gbagbo.

Ouattara, voyant certainement d'un mauvais œil tout ce ballet, vient de jouer une nouvelle carte en amnistiant Simone Gbagbo et quelques centaines de ses partisans dont une partie est réfugiée dans les pays voisins. Simone Gbagbo prône pour l'instant le « pardon » et « l'unité nationale » vis-à-vis de Ouattara tout en ne dédaignant pas les avances du PdcI.

D'autres comme Jean Louis Billon, Thierry Tanoh et consorts vont également se positionner au gré de leurs propres intérêts personnels du moment.

L'avenir nous dira dans quel sens se noueront les futures alliances. Nous avons déjà vu dans le passé celle du Fpi et du Rdr contre le PdcI, ensuite celle du PdcI et du Rdr contre le Fpi. Demain, absolument rien n'empêche une alliance Fpi-PdcI, éventuellement composée ou pas avec d'autres forces politiques plus petites ... contre, cette fois-ci, le Rdr.

Quant à l'impérialisme français, pour qui la Côte d'Ivoire fait figure d'arrière-cour dans son pré carré africain, son choix sera comme d'habitude déterminant. Depuis l'indépendance c'est lui qui dicte à l'État ivoirien la conduite à tenir. Lorsqu'un de ses valets locaux ne fait plus l'affaire, il n'hésite pas à l'éjecter, y compris militairement. Gbagbo en a fait l'expérience (comme bien d'autres dirigeants d'anciennes colonies françaises d'Afrique) lorsque l'impérialisme français a décidé de mettre Ouattara à sa place.

Alors, les politiciens peuvent toujours s'agiter dans le marigot pour prendre possession de la mangeoire que veut bien leur laisser l'impérialisme français pour servir ses intérêts généraux en Côte d'Ivoire. Les travailleurs doivent savoir que quelles que soient les nouvelles têtes qui dirigeront l'État ivoirien à l'issue de ces jeux d'alliance, ils n'auront rien de bon à en attendre. Ils ne pourront compter que sur leur propre force collective et leurs grèves pour défendre leurs intérêts en tant que classe sociale exploitée.

Côte d'Ivoire

LA « CROISSANCE ÉCONOMIQUE », C'EST POUR LES RICHES !

La publication récente d'un rapport de l'Union Européenne sur la Côte d'Ivoire a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Il est dit par exemple que « *La côte d'Ivoire affiche l'image rassurante d'une stabilité retrouvée portée par des taux de croissance élevés (8% en moyenne depuis 2011) mais les indicateurs sociaux stagnent* », ou encore : « *la population s'interroge de plus en plus ouvertement sur cette croissance qui ne lui semble pas ou peu bénéfique et tolère d'autant moins les largesses financières dont bénéficient les cercles du pouvoir* » [...] «une classe dirigeante dont l'enrichissement ces dernières années est parfois spectaculaire», etc.

Ces messieurs les diplomates européens font mine de « découvrir » seulement aujourd'hui ces réalités. Les travailleurs quant à eux les vivent au jour le jour.

Malgré les rodomontades du gouvernement sur la croissance et la prétendue « émergence », la situation des classes pauvres ne cesse de se dégrader. Le niveau des salaires des travailleurs reste très bas

tandis que le coût de la vie ne cesse de grimper. La conséquence de cela, c'est l'aggravation de la misère et de la précarité dans la classe ouvrière. Le chômage frappe de plus en plus les travailleurs. Les quartiers précaires où habitent les pauvres font régulièrement l'objet de destruction. Les habitants sont jetés à la rue. Les espaces ainsi libérés sont mis à la disposition des riches.

Ce que ce rapport ne dit pas, c'est que ces inégalités sociales criantes ne sont pas seulement le fait de la mauvaise gestion de l'équipe au pouvoir. Ces inégalités sont inhérentes à l'économie capitaliste où toutes les richesses que l'humanité est capable de produire sont concentrées entre les mains d'une poignée d'individus, laissant l'écrasante majorité de la population croupir dans la pauvreté. Elle a pour fondement l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est tout le système capitaliste que les travailleurs et les classes pauvres doivent combattre s'ils veulent se libérer.

DÉLIMITATION DES VILLAGES : L'APPÂT DU GAIN MOTIVE L'ÉTAT

La toute nouvelle Agence Foncière Rurale (AFOR) est en train de faire une formation à des membres de comités villageois de gestion foncière rurale, des chefs tradi-

tionnels et des fonctionnaires de l'État. Cette nouvelle agence, selon son directeur général, a pour but de propager et de per-

mettre l'application de la loi votée depuis 1998 sur le foncier rural.

Ce qui motive nos dirigeants, ce n'est pas de trouver une solution pour mettre fin aux conflits fonciers qui font de nombreux morts et blessés ; d'autant moins que ces victimes sont des pauvres. Ce qui semble avant tout les motiver, ce sont plutôt les 29 milliards qu'ils attendent du Fonds Européen

de développement (FED) pour un programme sur le foncier.

La première tranche de six milliards est conditionnée par la délimitation des frontières de 1000 villages avant fin septembre 2018. On comprend alors mieux l'empressement de nos dirigeants, il y a de l'argent à palper en perspective !

Côte d'Ivoire

TRAVAILLEURS EN LUTTE DANS LA MINE D'OR DE TONGON !

Les travailleurs de la mine d'or de Tongon, située dans l'extrême nord de la Côte d'Ivoire ont fait récemment une grève de plus de deux semaines. Ils réclament l'équivalent de 7 mois de salaires correspondant aux primes de production qui leur ont été amputées depuis plusieurs années. En effet, pour flouer les travailleurs, le patron a toujours prétendu que ceux-ci n'ont jamais atteint les objectifs. Et pourtant, cette mine est classée parmi les meilleures que

compte le pays.

Plusieurs médiations ont été tentées par les autorités de la région pour soi-disant régler le problème, mais elles ont pris fait et cause pour le patron. Leur action n'avait qu'un seul but : faire reprendre le travail aux ouvriers sans que ceux-ci aient obtenu gain de cause. Les travailleurs savent que seule leur détermination peut faire aboutir leurs revendications.

QUE FONT LES AUTORITÉS POUR FAIRE FACE À L'INSALUBRITÉ QUI S'AGGRAVE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ?

Depuis plusieurs années les quartiers populaires sont confrontés à de réels problèmes d'insalubrité. On ne peut pas faire 100 m sans voir des dépôts d'ordures ou des flaques d'eaux usées qui coulent partout dans les rues. Les communes telles que Abo-bo, Adjamé, illustrent de manière flagrante ce phénomène : absence d'égouts, de caniveaux et de camions de ramassage d'ordures ménagères. Ce qui fait que les populations pauvres sont confrontées à de nombreuses

maladies telles que la fièvre typhoïde, le paludisme et bien d'autres qui font de nombreux morts. Et pourtant sur chaque facture d'électricité les populations payent des taxes de ramassage d'ordures.

Face à cette situation, aucune action n'est menée par les autorités alors que cela dure depuis des années. Un coup de colère des habitants va peut-être les réveiller.

PÉNURIE DE GAZ : BONNE AFFAIRE POUR LES CAPITALISTES, SOUFFRANCE POUR LA POPULATION

Actuellement, la pénurie de gaz dans toute la ville d'Abidjan et même à

l'intérieur du pays est un problème épineux pour de nombreuses familles de condition

modeste. Mais c'est en même temps une aubaine pour certains fournisseurs, notamment les plus gros car lorsqu'il y a une pénurie ils font monter les prix. Le « faitout » qui était chargé à 2000 f est passé à 3000 f. Et là encore, pour échanger sa bouteille de

gaz, il faut se mettre en rang devant le vendeur après avoir fait le tour du quartier pour en trouver un qui a encore du stock à vendre. C'est un vrai parcours du combattant pour les familles des travailleurs dont le salaire est dérisoire.

Abidjan

SÉCURITÉ OU RACKET ?

Sous prétexte de contrôle d'identité, très tôt le matin, les corps-habillés patrouillent dans la rue pour arrêter les personnes. Mais à la grande surprise de tous, ceux qui sont interpellés sont tout simplement les pauvres travailleurs allant chercher de quoi survivre. Malheur à ceux qui n'ont pas de pièces d'identité. Ils se retrouvent en boîte comme des criminels et ne sont ensuite re-

lâchés qu'après avoir payé une somme de 5000 f ou plus.

Dans les usines et dans les chantiers ce sont les patrons qui nous exploitent ; dans nos quartiers ce sont ensuite les policiers racketteurs qui nous font les poches. Partout on nous vole !

Mali

AU MALI COMME AILLEURS, LE VÉRITABLE CHANGEMENT NE PEUT PAS SORTIR DES URNES MAIS DE LA LUTTE DES EXPLOITÉS



Manifestation à Bamako le 17 août pour dénoncer les fraudes

Dès la proclamation officielle du résultat du deuxième tour de l'élection présidentielle, (donnant 67,17% des voix à l'actuel président Ibrahim Boubacar Keïta contre 32,83% à son rival Soumaïla Cissé auquel les principaux candidats éliminés lors du premier tour ont apporté leur soutien), une coalition des partis de l'opposition a appelé à une manifestation de rue pour protester contre le bourrage des urnes.

Malgré les intimidations et les menaces de répression lancées par le ministre de l'Intérieur, de nombreuses personnes sont descendues dans les rues de Bamako et dans d'autres villes du pays, le 17 août aux cris de « IBK voleur ! », « Non à la fraude ! », entre autres slogans.

Devant la foule rassemblée sur la place de la Liberté de Bamako, le perdant Soumaïla Cissé a qualifié la victoire d'IBK de « *supercherie, mascarade, parodie et mensonges* » [...] « *Si on exclut les résultats issus des bourrages d'urnes avérés dans de nombreux bureaux de vote (...) ainsi que les résultats tout simplement fantaisistes dans de très nombreuses localités du nord du pays, je sors vainqueur de l'élection présidentielle avec 51,75 % des voix contre 48,25 % à notre adversaire* » a-t-il déclaré.

La dernière manifestation de l'opposition qui a eu lieu le 1^{er} Septembre aurait rassemblé plus de 200.000 manifestants selon les organisateurs tandis que le gouvernement n'en a compté que quelques milliers. Le camp présidentiel a lancé de son côté un appel à une contre-manifestation pour le 2 Septembre.



Bamako : IBK en train de voter dans un bureau

Jusqu'à maintenant on a assisté à un bras de fer sans effusion de sang. Les forces de l'ordre ont cependant emprisonné deux personnes appartenant au camp de Soumaïla Cissé mais les jours prochains si la contestation de rue se généralise, le pouvoir ne tardera pas à donner l'ordre à la police et à l'armée de sévir plus brutalement. Déjà dans l'entourage de l'actuel président on propage des discours sécuritaires et des mises en garde contre ceux qui chercheraient à « *déstabiliser le pays* ». Le gouvernement va peut-être finir par interdire toute manifestation de rue en généralisant l'état d'urgence.

Soumaïla Cissé et certains de ceux qui se proclament aujourd'hui dans le camp de l'opposition au président IBK finiront-ils par s'asseoir autour d'une table pour négocier une sortie de crise avec le vainqueur officiel et obtenir quelques strapontins ministériels en échange de leur ralliement ? Cela n'est pas impossible car tout compte fait, malgré

leur rivalité de façade, tous ces gens font partie du même monde de politiciens habitués à gouverner ensemble. La plupart des candidats du premier tour ont été plusieurs fois ministres voire des Premiers ministres d'IBK ou de ses prédécesseurs et ce ne sera pas une surprise si demain ils se retrouvent de nouveau au pouvoir comme si de rien n'était.

Soumaïla Cissé n'est pas un nouveau venu dans le marigot des politiciens professionnels. En 1992 il a occupé le poste de Secrétaire général de la présidence sous Alpha Oumar Konaré, puis ministre des Finances en 1993, ministre des Finances et du Commerce en 1994, de nouveau ministre des Finances en 1997 et ministre de l'Équipement, de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme en 2000. Il a ensuite été propulsé à la tête de la commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) de 2004 à 2011.

Déjà en 2013 il était présent au deuxième tour de l'élection présidentielle face à l'actuel président IBK. Il avait alors reconnu sa défaite avant même la proclamation officielle des résultats. Cette fois-ci, il déclare qu'on lui a volé sa victoire.

Pour les travailleurs et petits paysans maliens, la victoire de Soumaïla Cissé n'aurait rien changé par rapport à celle d'IBK. L'un et l'autre font partie du petit cercle de parasites locaux qui s'enrichissent en participant au pillage généralisé des richesses du pays au profit de l'impérialisme en général et de l'impérialisme français en particulier. Ce n'est pas un changement de valet du capitalisme à la tête de l'État malien qui changera quoique ce soit dans la situation des travailleurs. Le véritable changement ne pourra venir que de la lutte collective de la classe des exploités contre celle des exploités.

Sénégal

LES PRÉSIDENTS CHANGENT, LA FOLIE DES GRANDEURS DEMEURE

Une fois de plus, la pluie a fait des victimes et des dégâts matériels à Dakar et dans ses proches banlieues. Il a suffi d'une pluie, durant la nuit du 28 juillet, pour que de nombreux quartiers soient inondés car ils ne sont pas pourvus de système d'évacuation des eaux de ruissellement ou bien parce que le peu de canaux qui existent sont bouchés faute d'entretiens. Il y a eu au moins deux morts signalés par la presse locale. Dans certains quartiers, des habitants ont manifesté leur colère contre la négligence des autorités et leur inaction en matière de secours aux sinistrés.

À chaque fois que pareille situation se produit on entend le même refrain des autorités qui accusent les habitants d'« *incivisme* » car selon elles, les gens ne respectent pas les infrastructures servant à évacuer les eaux de pluies en y déversant les ordures ménagères. Mais c'est l'Etat ainsi que les municipalités de Dakar et des communes environnantes qui sont les premiers responsables de cette situation. Que font-ils pour que les quartiers populaires ne soient pas encombrés par les ordures ? Les services de la voirie ignorent ces quartiers et laissent les habitants au milieu des tas d'immondices qui pourrissent au soleil et qui engendrent toutes sortes de maladies. Quoi d'étonnant alors que ces ordures finissent par obstruer les canalisations et que les eaux de pluies se transforment en torrents dévastateurs ! Les premières victimes sont les familles qui n'ont pas les moyens de se loger ailleurs que dans les zones inondables où convergent les eaux de ruissellement.

Ce que l'on entend souvent aussi c'est que l'État n'aurait pas les moyens de financer les infrastructures nécessaires pour évacuer les eaux de pluies dans une grande agglomération comme Dakar. Mais comment se fait-il que Macky Sall, l'actuel président, en a trouvé pour faire construire par la Chine une gigantesque arène de plus de 20.000

places (destinée principalement à des combats de lutte) pour un montant de 32 milliards de francs CFA, environ 48,7 millions d'euros. Cette arène a été inaugurée le 22 juillet dernier lors de la visite du dirigeant chinois Xi Jinping à Dakar. Macky Sall a annoncé dans la foulée la construction d'un nouveau stade de football de 50.000 places à Diamniadio, dont l'inauguration est prévue pour 2020. Combien d'autres milliards vont être engloutis dans cette construction de prestige alors qu'ils auraient pu être utilisés pour financer des infrastructures utiles qui font tant défaut à la population des quartiers populaires ?



Arène de 20.000 places, dédiée à la lutte, inaugurée le 22 juillet 2018

Il est vrai qu'en matière de folie des grandeurs, Macky Sall ne fait que suivre la voix tracée par son prédécesseur Wade qui voulait « son » aéroport, « son » Monument de la Renaissance sans compter les gaspillages pharaoniques pour accueillir le sommet de l'OCI (Organisation de la conférence islamique) à Dakar en mars 2008. Une partie des fonds a permis à son fils Karim et à quelques autres proches du cercle présidentiel de s'en mettre plein les poches. Dans ce domaine de détournement des fonds publics, il faut dire que Macky Sall a été à la bonne école puisqu'il a été un des proches de Wade avant de lui succéder au pouvoir.

Pendant ce temps, les établissements scolaires et les hôpitaux publics se dégradent faute d'entretiens et de moyens mis à leur disposition pour renouveler le matériel en piteux état ; l'eau et l'électricité sont constamment coupées (surtout dans les quartiers populaires) de même que le ramassage des ordures ne se fait régulièrement que sur les grands axes. Il ne s'agit pas de manque de moyens mais principalement de

volonté politique de l'État. Ces messieurs qui sont au pouvoir ne considèrent pas ces questions comme des priorités car ils ne vivent pas dans les mêmes quartiers que les pauvres, ne fréquentent pas les mêmes hôpitaux et n'envoient pas leurs enfants dans les mêmes écoles. Ils vivent dans un monde à part, réservé à ceux qui profitent de ce système inhumain qu'est le capitalisme.

Tchad

LE BRAS DE FER ENTRE LE DICTATEUR DEBY ET LES FONCTIONNAIRES EN GRÈVE CONTINUE

À l'occasion de la fête de la tabaski, Idriss Deby a fait le 20 août, un discours dans lequel il a notamment appelé les syndicats à prendre « *conscience des effets induits de la crise sociale* » en renonçant à leurs revendications. En clair, ils doivent mettre un terme aux grèves qui, ajoute-t-il, sont « *contre-productives* ».

Le secrétaire général de l'UST (Union des syndicats du Tchad) a réagi en déclarant: « *Nous trouvons que c'est une injustice. Comme si nous, on devait payer le prix de la mauvaise gestion de notre pays* ».

Rappelons que pour bénéficier de nouvelles aides financières, en particulier de la part des institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale, Deby a décidé unilatéralement de réduire, en janvier dernier, les salaires des fonctionnaires et agents de l'État ; de supprimer les primes et les indemnités auxquelles ils avaient droit.

Cette décision a provoqué un tollé de la part des syndicats, des partis politiques de l'opposition et de certaines associations. Plusieurs manifestations de protestations ont eu lieu sur tout le territoire, en particulier à Ndjamena, Moundou et Abéché.

Devant cette fronde des syndicats, devant les grèves à répétition et les mani-

festations de rue, le gouvernement a fait marche arrière en ravalant sa décision. Mais jusqu'aujourd'hui, les fonctionnaires et les agents de ne perçoivent toujours pas leurs salaires intégralement ni les primes et indemnités. Voilà pourquoi ils observent une « *grève illimitée* » Leur situation ne fait qu'empirer. Ils ont du mal à joindre les deux bouts, surtout en cette période de soudure.

Deux grévistes interrogés par une radio internationale, expriment leur ras-le-bol. L'un raconte : « *On ne peut pas manger à sa faim comme avant. Par mois il faut que j'achète deux sacs de mil. Le sac, quand c'est moins cher, c'est 25.000 F (40 euros). Je n'ai pas pu payer. Aujourd'hui à l'heure où je vous parle, il n'y a rien comme mil à la maison* ». Quant à l'autre gréviste : « *Le prêt est devenu une routine à Ndjaména. On prend le découvert de la part des boutiquiers pour boucher un certain trou...* »

La situation est d'autant plus grave que dans ce pays, comme ailleurs en Afrique, la vie de toute une famille nombreuse dépend parfois d'un seul salaire. Et quand ce salaire n'est pas versé durant plusieurs mois, les conséquences peuvent être catastrophique pour la famille.

Mais ce n'est pas la misère pour tout le monde. Les dirigeants de l'État qui béné-

ficient du soutien de l'impérialisme français dont les troupes sont présentes au Tchad depuis février 1986, pillent les caisses pu-

bliques ; ils vivent fort bien, dans un luxe insolent par rapport à la pauvreté qui règne autour d'eux. C'est révoltant.

Tchad

LA MALNUTRITION FAIT DES RAVAGES

Selon un représentant de l'Organisation des Nations Unies (ONU), « *Un demi-million d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë sévère* » autour du lac Tchad (Niger, Nigeria, Cameroun et Tchad). Ils ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence et de soins médicaux appropriés.



50.000 enfants sont touchés par la malnutrition au Tchad

Pour lutter contre ce fléau, l'ONU a lancé un cri d'alarme afin de récolter des fonds estimés à 1,5 milliard de dollars. Mais jusqu'à présent, seulement le tiers de cette somme a été enregistré. L'ONU craint que la situation de ces enfants ne se détériore davantage par manque d'argent, et à cause des pluies et des combats entre les armées de ces quatre pays et les factions d'extrémistes religieux de Boko Haram.

À Ndjamena même, les responsables d'une ONG estiment que cette année, « *50.000 enfants sont touchés par ce fléau. Le taux de malnutrition infantile frôle les « 5%, » ce qui est largement supérieur au*

« *seuil d'urgence fixé à 2%* », a déclaré cette ONG. D'après son constat, « *les centres de santé de la capitale sont débordés. Il manque de place pour accueillir les enfants frappés de malnutrition sévère* ». Médecins sans frontières (MSF) a construit un hôpital en urgence à Ndjari, un quartier populaire de la capitale mais c'est loin d'être suffisant, et les médecins sont obligés de « *refuser* » certains enfants malades.

Au Tchad comme en Afrique ou ailleurs dans les pays sous développés, c'est le capitalisme qui est le premier responsable de cette situation. En exploitant à mort les travailleurs de ces pays, en leur versant un salaire de misère ; en détruisant les cultures vivrières et en privilégiant les cultures d'exportation comme le coton, le sisal, le capitalisme a contribué au sous-développement et a semé la misère dans ces pays.

Les dirigeants locaux quant à eux, ont été installés, parfois directement, par les puissances impérialiste pour servir leurs intérêts dans leurs zones d'influence. Le dictateur Déby en est un exemple. En échange de sa docilité, l'impérialisme français l'autorise à s'enrichir en volant dans les caisses de l'État. Que les hôpitaux publics soient insuffisants face aux besoins de la population où qu'ils soient en piteux état, que le pays manque de tout en matière d'infrastructures utiles à la population, ce n'est pas le problème de Déby du moment que lui et sa clique peuvent continuer à s'en mettre plein les poches.

Ethiopie-Érythrée

COMBIEN DE TEMPS DURERONT LES RAPPORTS DE BON VOISINAGE ?

Depuis le 8 juillet 2018, les dirigeants éthiopiens et érythréens ont mis fin à un conflit d'environ vingt ans. Abiy Ahmed et Issayas Afewerki ont signé un accord de paix à Asmara, la capitale érythréenne. Et pour la première fois, les relations diplomatiques ont été rétablies entre ces deux pays. Ils ont aussi rétabli le trafic aérien et la libre circulation des personnes et ainsi la possibilité pour l'Éthiopie enclavée, d'avoir accès à la mer Rouge pour les transports de marchandises. L'accord prévoit la restitution à l'Érythrée du territoire contesté, dont la ville de Badmé.



L'Érythrée était colonisée par l'Italie de 1896 à 1954. Elle a été occupée ensuite par l'Éthiopie de Haïlé Sélassié. Depuis la chute de ce dernier, elle a dû engager une lutte armée pour son indépendance, conquise en 1993.

Les deux pays « frères » étaient en état de guerre depuis 1998 pour un petit bout de territoire dans le nord de l'Éthiopie. Ce conflit frontalier a coûté la vie à plus de 80 000 personnes et ruiné les deux États.

Depuis 1993 jusqu'à aujourd'hui, isolée du monde extérieur, l'Érythrée est dominée par une dictature féroce. Aucune opposition n'est autorisée, la liberté de presse n'existe pas. C'est le pays où il y a le plus grand nombre de journalistes emprisonnés dans le monde. Tous les jeunes sont obligés de servir dans l'armée pendant un temps indéterminé. En plus, le chômage est endé-

mique. C'est pour cela que de nombreux ressortissants de ce pays essaient de quitter le pays. Aujourd'hui l'Érythrée sort de son isolement grâce aux nouveaux liens avec l'Éthiopie.

L'Éthiopie, quant à elle, a eu une évolution différente. Depuis la chute de Mengistu Haïle Mariam en 1992, le pays était dirigé par une junte militaire issue d'une minorité ethnique, les Tigréens. Ces derniers représentent 6% de la population alors que les Oromos et Amharas qui totalisent 60%, n'étaient pas représentés au sein des autorités dirigeantes du pays. Tout comme l'Érythrée, ce pays manquait aussi de libertés. Les journalistes n'étaient pas libres. Cette situation a déclenché une vague de protestation au sein de la population à partir de 2010. Le gouvernement a réprimé les manifestations et emprisonné des dizaines de milliers d'opposants et de journalistes.

Lors des dernières élections, une équipe d'Oromo et d'Amhara a pris le pouvoir, ce qui a déclenché un vent d'enthousiasme. Le nouveau dirigeant, Abiy Ahmed, a entrepris de nouvelles réformes, en particulier en libérant la majorité des journalistes et opposants politiques. Il est certain qu'il a acquis une popularité et cela a ramené le calme dans le pays.

Par ailleurs, l'Éthiopie affiche une croissance économique d'environ 10% depuis une vingtaine d'années, ce qui est exceptionnel en Afrique. De grands chantiers ont été réalisés. La nouvelle ligne de chemin de fer Djibouti-Addis Abeba est terminée et fonctionne. Le tramway d'Addis Abeba aussi. La construction de beaux immeubles modernes change complètement l'image de la ville, mais au détriment de la population pauvre qui est chassée vers la banlieue. Le plus grand barrage d'Afrique sur le Nil bleu est en construction. Les grandes réalisations

sont faites par la Chine et les capitalistes occidentaux.

On peut dire que l'Éthiopie, avec ses 90 millions d'habitants, représente un poids politique et économique en Afrique de l'Est. Toutes les grandes puissances capitalistes sont intéressées par sa situation géographique, face au Moyen Orient, et par sa croissance économique. L'Éthiopie représente un marché non négligeable pour les impérialistes.

Le conflit frontalier avait rendu la situation invivable pour les deux pays. Pour

l'Erythrée, l'accord de paix est une façon de sortir de son isolement politique et économique. Tandis que pour l'Éthiopie, c'est une façon d'ouvrir son marché économique vers un pays d'environ 6 millions d'habitants, de renforcer sa position et d'avoir un accès à la Mer Rouge.

Combien de temps va durer ce rapport de « *bon voisinage* » ? Personne ne peut le prévoir. Il suffit de peu de choses pour que des désaccords ressurgissent, sans compter que de part et d'autre un groupe de galonnés pourraient être tentés de jouer leurs cartes et mettre fin au processus.

Madagascar

CYNIQUE ET ARROGANT, LE PRÉSIDENT VEUT REMPLIR

Pendant deux mois, de nombreux travailleurs du public et du privé se sont mobilisés pour réclamer des mesures en leur faveur. Le patronat ainsi que le pouvoir de Hery Rajaonarimanpianina avaient concédé quelques miettes mais rien sur le fond. Maintenant que le calme est revenu, le président multiplie les tournées dans les provinces par avion, effectue des inaugurations, fait étalage des soi-disant réalisations effectuées lors de son mandat. Il est déjà en campagne électorale pour l'élection présidentielle qui est prévue pour le mois de novembre.

Les travailleurs et la population pauvre ne font que survivre dans des conditions de vie misérables mais cela n'empêche pas le président d'être satisfait du bilan de son quinquennat. Il vient de promettre par exemple que « *maintenant on*

va sortir de la pauvreté ». De tels propos mensongers et méprisants dont il est coutumier, résonnent comme une insulte à l'égard de la population pauvre qui l'a supporté durant tout son quinquennat et qui continue de subir de plein fouet les mauvaises conditions de vie imposées par son gouvernement et par les capitalistes. Les grèves et les manifestations ont fini par se calmer mais certains salariés de l'État comme par exemple le service des douanes, n'ont pas totalement repris le travail.

Espérons que les travailleurs qui viennent de faire la démonstration de leur capacité à se mobiliser, ne se contenteront pas des promesses électorales du président et de celles des autres candidats. Pas plus que dans le passé, aucun changement en leur faveur ne sortira des urnes.

International

LES PROFITS DES TRUSTS PÉTROLIERS SONT INCOMPATIBLES AVEC LA SANTÉ PUBLIQUE

Le gasoil vendu dans les stations services de plusieurs pays d'Afrique tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Mali et le Nigéria, contient des doses de substances toxiques comme le soufre, 400 fois supérieures au seuil maximum autorisé en Europe. Cela se traduit par un véritable empoisonnement de l'air respiré par des millions d'êtres humains à travers les grandes villes du continent. Du coup, les maladies telles que le cancer de poumon et les allergies des voies respiratoires, y sont en expansion et provoquent la mort de nombreuses personnes innocentes.

Plusieurs ONG ont révélé ce scandale sans qu'aucune mesure visant à y mettre un

terme ne soit prise. Les compagnies pétrolières qui produisent ces carburants hautement toxiques et celles qui le négocient prétendent que leurs pratiques sont conformes aux normes admises par les pays acheteurs. Ceux-ci sont peu regardants sur la qualité, du moment qu'au final, la facture carburant est moins dure à supporter.

Il faudra que les classes pauvres et les victimes de cette catastrophe prennent conscience qu'à la base de ce fléau il y a les super profits réalisés par les capitalistes de ce secteur. Les agissements des trusts du pétrole combinés à l'irresponsabilité des dirigeants africains constituent un mélange nuisible à la santé publique.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des Révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des Ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.